



HAL
open science

Ouverture : Le soin, le sale, le service ou l'importance des mots

Geneviève Fraisse

► **To cite this version:**

Geneviève Fraisse. Ouverture : Le soin, le sale, le service ou l'importance des mots. Service ou servitude. Essai sur les femmes toutes mains, Points Essais, pp.7 - 37, 2021. hal-03537906

HAL Id: hal-03537906

<https://hal.science/hal-03537906>

Submitted on 9 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Geneviève
Fraisse
Service
ou servitude

*Essai sur les femmes
toutes mains*

Service
ou servitude

Geneviève Fraisse

Service ou servitude

Essai sur les femmes toutes mains

Éditions du Seuil

Cet ouvrage est issu de recherches préliminaires
en collaboration avec Martine Guillin. Il est paru, en 1979,
au Seuil, sous le titre et le sous-titre :
Femmes toutes mains. Essai sur le service domestique,
dans la collection « Libres à elle », dirigée par Monique Cahen.
Une édition augmentée d'une préface et d'une annexe inédites
a été publiée, en 2009, aux éditions du Bord de l'eau.

ISBN 978-2-7578-8815-5
(ISBN 978-2-02-005378-5, 1^{re} publication)

© Éditions du Seuil, janvier 2021

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

OUVERTURE

Le soin, le sale, le service, ou l'importance des mots¹

« Prenez soin de vous » : un impératif que le bienveillant, le soignant (et aussi toute autre personne) vous envoie en direct. Vous êtes responsable de vous-même. Je suis pour. Celui qui prend soin de moi envoie donc un message paradoxal, il me soigne et me laisse me soigner.

Il y a beaucoup de beauté dans cette injonction, comme une sorte de tendresse qui dépasse nos cercles affectifs.

Le soin serait une vertu publique. On nous invite à le reconnaître – enfin. Le soin rencontre « l'utilité commune », énoncée par la rupture révolutionnaire de 1789, évoquée récemment par le président. Nous le savions puisque la « Sécurité sociale » de 1945 lui fait écho. Si l'acte de soin est immémorial,

1. Ce texte a été initialement publié en 2020, au Seuil, dans la revue *Par ici la sortie !*, p. 94-96.

la conception du « commun » est propre à cette époque, la nôtre, qui a voulu la démocratie. Le soin est utile à la société civile, et l'utilité dit le fonctionnel, le fonctionnement. Puis cela devient politique, là, maintenant.

Alors on va élargir le champ de vision sémantique. Le mot « service » offre plusieurs éclairages. L'hôpital est un service public, mais les supermarchés sont un service privé.

Les éboueurs relèvent du public, même si les mairies sous-traitent ce service de nettoyage. Je peux ajouter un peu de morale avec le « rendre service » de la solidarité soudaine. Mais que dit ce mot, le « service », mot à usage multiple et polysémique ?

Revenons en arrière : l'espace familial, domestique, fut le creuset ancien de notre imaginaire récent ; service va avec « servante » et « serviteur », autre nom du, ou de la, domestique. Pour le dire vite, ce mot désigne alors la dépendance, on servait le roi comme on sert le bourgeois, ce mot est le signe d'une hiérarchie sociale, d'une part, d'une infériorité de condition, d'autre part. Cela s'appelle l'inégalité. Être au service d'autrui désigne une subordination, mais aussi une aliénation de sa liberté. C'est ainsi que les domestiques hommes furent exclus de la citoyenneté à la Révolution française. Dépendants de leur maître, ils n'étaient pas libres d'être des sujets politiques.

Puis vint l'ère démocratique et la construction de la république, la chose publique. On s'éloigne des cercles de famille, nobles ou bourgeois. Aujourd'hui les mots de serviteur et de servante sont des mots désuets, inadéquats à notre démocratie ; excepté si on est « serviteur de l'État » (dirait-on « servante de l'État » ?). Il y a eu transfert. Reste alors le substantif. Ainsi le mot « service » aura désormais de nombreuses fonctions : les « emplois de service » désignent la femme de ménage ou la garde d'enfants ; le « service à la personne » dit l'assistance aux vulnérables... Dans un cas, l'inférieur est celui qui sert autrui, dans l'autre cas, l'inférieur est celui qui est servi. Le service est désormais un mot à usage privé et public. C'est cela qui n'a pas été pensé.

Venons-en à aujourd'hui : il n'y a pas de soin sans service. Il n'y a pas de soin dans l'espace public (ni dans l'espace privé) sans qu'on ne doive s'interroger sur la place que le soin/service occupe dans nos sociétés. Alors, soudain, le mot service bute sur le mot égalité. Comment les conjuguer ? Le service n'entraîne pas une pensée de l'égalité, le service est mal considéré, le service est mal payé. Les commentaires actuels sur la nécessité d'une revalorisation salariale et symbolique des métiers du soin déplorent cet état de fait, comme si c'était un accident de notre histoire sociale. Non, ce n'est pas un accident,

c'est un fait structurel. À cet endroit, on comprend que les femmes sont l'essentiel des populations de service. D'où ma question : que fait-on du service en démocratie ? C'est utile d'accord ; mais n'est-ce pas le lieu où se perpétue une inégalité que la lutte des classes n'a pas su prendre en charge ? La classe ouvrière s'est toujours méfiée des métiers de service, comme si la proximité avec ceux qui sont servis, en mélangeant inégalité et dépendance, obscurcissait la représentation politique. D'ailleurs, si le service est du soin, il faut ajouter un mot du vocabulaire, celui de « lien ». Le service du soin est un lien, un rapport. D'où cette difficile question : comment y introduire de l'égalité ? On veut que le malade soit un acteur de son traitement, et non seulement un récepteur. Vœu formel ?

Morcellement, aujourd'hui, morceaux d'éclat que le service dans cette crise sanitaire et le confinement qui l'a accompagnée : les femmes de ménage ont été remerciées avec le retour à domicile de leurs employeurs et employeuses, les caissières sont passées d'un rôle technique à une fonction sociale, les éboueurs sont soudain essentiels aux yeux des confinés, qui remplissent les poubelles plus que d'habitude. Désordre de la représentation de ces services qui montrent, à l'instar des professionnels du soin, ce qu'ils cachent : les invisibles femmes

de ménage du secteur privé (qui s'associent au ménage hôtelier, voir la grève chez Ibis), les techniciennes des caisses des supermarchés, comme si c'était juste une fonction, et les spécialistes du déchet, des ordures. Oui, le soin, comme le service ne disent pas ce pan de la réalité qui s'appelle le sale, la saleté. C'est très violent, semble-t-il, de prononcer ces mots-là. Mais justement, l'inégalité, comme corollaire du service, recouvre la réalité de la besogne, de ce qui n'est pas beau. Je relis les premières phrases du livre de Christian Enzensberger *Essai de quelque envergure sur la crasse* (1968, Gallimard, 1971) : « Propre est bel et bien... sale est laid et ailleurs. »

Où est le concept ? *Care* se veut un passage au concept (comme ce fut le cas pour « genre » à partir des années 1980). Le concept est désirable car il ramasse en un mot la complexité d'un monde. Alors quel mot ? Celui de *care* ne m'a jamais convaincue, et ce pour deux raisons : le soin n'est qu'une partie du service propre à l'utilité sociale et ne peut en devenir la métaphore, le soin se fait alors idéologique comme si ce pouvait être un objectif politique. Ce mot trimbale, malgré lui, toutes sortes de pensées lourdes, idéalisation d'une pratique, religiosité sociale. Mettez ensemble le soin et le service d'une part, le dévouement et le sale d'autre part, et vous

devrez alors affronter ce qu'on préfère ne pas penser, la servitude et la saleté.

Pourquoi insister sur le mot « service » ? Parce qu'il nous aide à penser l'histoire, la généalogie de son usage d'aujourd'hui. Le service était très visible sous l'Ancien Régime (lisez Marivaux ou Beaumarchais). Trois siècles plus tard, il est caché (voyez les femmes de ménage à qui on laisse des listes de choses à faire posées sur un coin de table, ou qu'on fait travailler dans les bureaux avant les heures d'ouverture). En même temps, le « service public » est devenu une expression officielle de nos républiques, et les services privés sa définition libérale.

Cela nous aide à poser la seule question qui vaille, celle du rapport entre service et démocratie. Deux questions s'imposent dans ce cadre : pourquoi ce qui était visible dans un temps ancien est-il devenu invisible, invisibilité qui cache le sexe du service, sexe féminin, racisé ? Aujourd'hui pèse une charge historique sur ce sexe féminin, hors toute naturalisation des rôles (vocation, dévouement, maternage, bénévolat). Et puis : à quel jeu de cache-cache assiste-t-on, dans ce temps d'aujourd'hui entre le privé et le public, dont le mot « service » désigne si bien les interactions ?

Si on veut « revaloriser » les professions de service, du soin, du nettoyage, et même de l'éducation, si on

veut que le service soit aussi public que le réclame « l'utilité sociale » de la démocratie, il faut sûrement parler de justice et pas seulement de valeur. La revalorisation, si elle s'entend comme une juste estimation de la valeur économique et sociale d'un travail, ne saurait être une réparation, une compensation. C'est à une nouvelle représentation de la justice appliquée aux métiers que nous sommes convié·e·s.

On ira même jusqu'à poser la question de l'égalité interhumaine : si lien il y a entre le soignant et le soigné, entre l'enseignant et l'élève, mais aussi entre l'employeur·se et l'employé·e, entre l'éboueur et les citoyen·e·s, et bien sûr lien il y a, ce rapport pourrait être repensé dans sa dimension égalitaire. J'insiste sur le mot « lien ».

PRÉFACE

Invisible/Égal·e

Trente ans après¹

Rendre au mot « service » toute son opacité, tel serait, trente ans après la publication de ce livre, l'intérêt de réfléchir à nouveau à ce terme simple, cru, et sérieusement équivoque. Égrenons rapidement les possibilités d'une expression qui transcende drôlement les temps historiques, du valet de Beaumarchais aux bonnes de Jean Genet.

Le service peut aujourd'hui être public, mais il fut longtemps, uniquement, privé. Le service sera désormais social et pourtant il fut historiquement attaché à une personne ou à une famille singulière ; ou alors à une entité politique, le roi ou la nation. C'est peut-être pourquoi les services, services sociaux et services publics, sont maintenant au pluriel, ils concernent désormais des ensembles

1. Publiée initialement en 2009 à l'occasion de la 2^e édition de ce livre, cette préface fait suite à la problématique féministe des années 1970.

de personnes, des besoins collectifs. Le « service à la personne » ne reste au singulier que parce qu'il s'agit d'une activité sociale liée à l'espace privé, familial, domestique ; et sa finalité collective ne fait aucun doute...

Servir la société, pourquoi pas... ? La servante, le serviteur s'efface derrière l'organisation des « services », et entre-temps « la personne » change subrepticement de place : le personnel de service, disait-on ; le service à la personne, dira-t-on. Le mot service n'est plus accolé à celui ou celle, la personne employée, qui accomplit le travail ; il est joint à celui qui en reçoit le bienfait, au bénéficiaire. Ce changement de place, de l'offre de service à la demande de service, est impressionnant. Ce déplacement donne l'image de la mutation accomplie en trente ans.

Dans les années 1970, il semblait que le travail domestique, devenu très fonctionnel, réduisait la part du « servir », de la dépendance sociale, pour devenir un emploi ordinaire du monde du travail, qu'on célèbre alors comme un monde commun, partagé. « Nous sommes des “travailleurs comme les autres” », disent les employées de maison syndiquées. Il y a la « dame de service » de l'école, il y a aussi l'employée de maison, ou la femme de ménage. À côté de cela, la figure de « la bonne » n'est plus

qu'une image littéraire, chargée de réalisme et de fantasme, propre au documentaire sur l'esclavage moderne ou à l'écriture romancée. L'emploi général absorbe la particularité du service et relègue, le plus loin possible des normes du monde du travail, les archaïsmes de la domesticité. L'employée de maison fait disparaître la servante. Trois décennies plus tard, le service est quasiment au centre du monde de l'emploi, est un « gisement d'emplois » à venir. Les services à la personne, soulignant les besoins d'une société vieillissante, semblent répondre à une nécessité sociale. De la périphérie au centre : il s'agit d'un sérieux bouleversement.

Servir quelqu'un : la transitivité marque la hiérarchie entre les êtres ; servir à la personne : l'intransitivité désigne le destinataire comme un être en position de faiblesse. L'imaginaire de la hiérarchie entre serviteurs et maîtres, servantes et maîtresses est recouvert par la figure du soin et du souci de la personne vulnérable. La maîtrise a fait place à la demande. Oui, mais le réel du service reste bien le même : la tâche domestique, doublée du lien inégal de personne à personne ; sans compter l'emploi ménager traditionnel, qui, bien sûr, n'a pas disparu ; il s'appelle désormais « emploi familial ».

Je n'imaginai pas, à la fin des années 1970, l'avenir de ce mot « service », je ne pensais pas une seconde qu'il serait remis au centre de la vie sociale. En effet, le service de l'espace privé, et dans l'espace privé, se réduisait considérablement ; et ce pour plusieurs raisons. La première était bien sûr la fin d'une domesticité d'apparat qui avait accompagné l'Ancien Régime et marquait encore, au début du XX^e siècle, une classe sociale ; la deuxième était l'émancipation démocratique des femmes qui, corrélée à l'industrie du nettoyage et aux machines domestiques, œuvrait à la simplification des tâches ménagères ; la troisième tenait au salariat contemporain comme expression d'une appartenance sociale, et de la similarité d'être un parmi d'autres dans le monde du travail. Le service domestique apparaissait désormais comme une fonction familiale, devenait un emploi classiquement rémunéré, tout en restant, cependant, et en dépit de l'émancipation, une tâche féminine. Les femmes : oui, en disparaissant dans l'épaisseur du ménage, du traitement de la saleté, le service domestique avait supprimé la part des hommes, affectés, historiquement, aux tâches externes (jardinage, réception, transport). C'est là que, paradoxalement, quelque chose de neuf se donnait à penser : un lien intime entre la servitude et l'émancipation des femmes d'une part,

un croisement entre la vie domestique et l'espace professionnel d'autre part.

Les féministes des années 1900 ne s'y étaient pas trompées : l'égalité des sexes se jouait à l'extérieur mais aussi à l'intérieur de la famille. Pour la bourgeoisie, cela apparut sous la forme d'une contradiction : le service domestique devait accompagner, voire permettre, la conquête de l'espace public par les femmes, mais pourtant avoir un double à la maison, une « remplaçante », mettait mal à l'aise, faisait une ombre dans le tableau de l'émancipation. Par ailleurs, conquérir des droits civils et politiques ne signifiait pas nécessairement en accorder à celles qui faisaient « tourner » le ménage. L'émancipation de l'une pouvait aller de pair avec l'oppression de l'autre, avec la tradition inégalitaire, celles des familles nobles de jadis, bourgeoises désormais. Cette contradiction, inhérente à la société démocratique bourgeoise, prit de nouvelles formes avec le retour du féminisme après 1970. La contradiction fut alors moins réaliste, et surtout plus théorique. Elle s'exprima dans la critique politique. Il fallait dénoncer l'invisibilité du travail domestique d'un côté, et il fallait aussi critiquer les emplois subalternes occupés par une grande majorité de femmes de l'autre. Le travail ménager et familial

était l'impensé des analyses marxistes ; il était invisible, et par conséquent dénoncé comme gratuit. Il y eut même alors un débat sur le salaire ménager : quantifier, rémunérer aurait pu être une solution à cette inégalité criante révélée par la « double journée » des femmes. Quant à l'emploi des femmes en général, subalterne et sous-payé la plupart du temps, il pouvait donner lieu à ce titre d'un ouvrage du PSU, *Dix-huit millions de bonnes à tout faire*, dix-huit millions de femmes ayant un emploi au service des dominants, les hommes, mieux lotis que les femmes dans le champ du travail rémunéré. Et le million de vraies « bonnes à tout faire », que devenait-il ? Cet emploi, classique, s'exerçait dans l'ombre de la vie familiale, il était souvent invisible, comme peut l'être la femme de ménage, et il était néanmoins salarié comme un emploi banal. Il ne rentrait donc ni dans la case scandaleuse du travail gratuit de la femme du foyer ni dans la case stigmatisée de la main-d'œuvre exploitée. Oubliée, l'employée de maison n'intéressait pas la pensée féministe, trop occupée à départager le travail gratuit du ménage de l'exploitation ouvrière féminine. La bonne avait dérangé la féministe bourgeoise de 1900, et la femme de ménage gênait les analyses marxistes de l'après-68...

Pendant longtemps, ce livre, intitulé en 1979 *Femmes toutes mains, essai sur le service domestique*, fut compris de façon biaisée. On y lisait soit un propos sur le travail ménager, soit un témoignage sur les personnes domestiques. C'était selon le contexte où ce livre était débattu : on parlait du travail chez les féministes, on parlait des domestiques dans la gauche en général. Mais le service, cette notion difficile, ce mot ambigu et polyphonique était globalement escamoté. Il était identifié à l'activité ménagère, ou il était ramené au statut personnel : chacune de ces deux interprétations avait apparemment le mérite de la clarté politique. On distinguait la tâche matérielle d'un côté, la fonction sociale de l'autre. Or le service signifie à la fois la hiérarchie sociale, le lien ou le rapport entre des personnes, en même temps qu'un exercice intime de la tâche domestique, ménage, cuisine, soins aux enfants. Hiérarchie, dépendance, intimité, le mélange est difficile à appréhender. De ce point de vue, « l'emploi de service » classique et le « service à la personne » dans sa nouveauté sociale parlent bien, malgré le changement de perspective, de la même chose.

En 1979, je posais donc une mauvaise question, une question qui n'avait pas lieu d'être, politiquement parlant. Une mauvaise question, c'est,

d'une certaine façon, celle qui énonce une ou des contradictions, pire, celle qui semble ne pas avoir de solution à cette contradiction. Comment penser la hiérarchie sociale dans l'intimité de la famille, comment penser le travail de l'intimité et du privé ? C'est cela le mot service : il ne veut pas simplement dire le sacrifice (être au service, servir l'autre), ni l'évidente servitude (dépendre de l'autre) ; il veut dire le rapport entre des êtres, le lien, et c'est cela qui est compliqué. Notre vie privée, femmes et hommes, s'y joue grandement.

Cette mauvaise question est aujourd'hui devenue centrale, et se donne comme une bonne question, celle du « care », du soin, de la sollicitude. Nous sommes, en effet, entrés dans un nouveau paradigme du service, modèle de structuration sociale qui mêle emploi et solidarité. Il y eut, je le répète, la domesticité d'apparat, la bonne de la bourgeoisie, l'employée de maison de l'après-guerre. Désormais, la prise en charge de la vieillesse (mais pas seulement), et la volonté de trouver de nouveaux gisements d'emploi dirigent les projecteurs sur le « service à la personne ». De cette mutation, que peut-on dès lors penser ?

Deux directions s'ouvrent à nous, l'ancienne, celle du rapport entre service et démocratie, la nouvelle, celle du lien entre corps et propriété de soi.

La question posée au XX^e siècle par le service domestique, on l'aura déjà compris, est celle de la difficulté à penser ensemble une situation faite de hiérarchie et de dépendance avec le support politique d'une société nouvelle, support fait du principe de l'égalité de tous et de l'autonomie de la personne. Comment penser l'égalité et la dissymétrie, l'autonomie et le lien ? On sait qu'il a fallu passer par la professionnalisation du métier, lente mise en règle d'un emploi fait de confusion des rapports humains et de tâches sans limites précises. Le salaire, les horaires, l'intitulé même du métier, « employée de maison », ont fabriqué un emploi analogue à ceux du monde ouvrier. Être des « travailleurs comme les autres », slogan syndical, déjà cité, de la seconde moitié du XX^e siècle, s'est accompagné d'exigences de formation professionnelle. S'il allait de soi, il y a cent ans, que l'apprentissage domestique était nécessaire aussi bien à la future employée qu'à la future employeuse, la formation actuelle vise non pas la finalité domestique féminine, celle d'un destin imposé strictement à un sexe, mais bien la construction d'un travail et d'un emploi parmi d'autres. Je laisse ici de côté l'assignation faite aux femmes de cet emploi ; non pas que je m'en désintéresse, mais parce que cela crève les yeux. Dois-je redire ici que, salariées ou pas, les femmes assument, ou

subissent, ce travail domestique. La démocratie a donc servi à faire rentrer dans le monde du travail, dans le salariat, cet irréductible de l'espace familial, qu'on appelle ménage. Mais aujourd'hui, l'exigence démocratique ne vise plus le salariat partagé, elle désigne plutôt le lien, le rapport entre les êtres, et, par conséquent, le service lui-même : société solidaire du « care », du soin, de la prise en charge de ceux qui sont vulnérables, personnes âgées, handicapées, isolées, malades... La démocratie s'appellerait désormais solidarité, souci d'autrui. Ce serait nécessairement un rapport inégalitaire, sans symétrie, et cependant intensément mutualiste... Encore une fois, ce ne serait plus seulement la personne employée qui renverrait à une exigence démocratique, mais aussi la personne servie qui indiquerait le bien commun, le lieu du partage d'une société. Si le conditionnel s'impose ici, c'est parce qu'il faut se garder de répondre à la légère à une question sérieusement politique.

La seconde direction ne renvoie pas à une possible similitude entre employeur·se et employé·e, entre celui qui sert et celui qui est servi, mais à la qualification, à l'analyse du service comme tel. Jadis, on louait sa personne, on trouvait une « place », bref, son corps tout entier était en jeu dans le rapport

de service. D'ailleurs la domesticité d'apparat était une représentation, une incarnation des maîtres au service desquels on se trouvait. « Se louer » indiquait bien que la propriété de soi était en jeu. Et c'est pourquoi la citoyenneté fut d'abord refusée aux domestiques. Faire cesser la dépendance impliquée par le service, construire l'autonomie des employées de service, entraîna le retrait de la personne des transactions du marché de l'emploi, au profit de l'échange même. Le corps se loue peut-être encore, mais plus sûrement il se prête ; comme on se prête à un jeu de rôles. Et il y a longtemps que le corps, dans ce contexte précisément, ne se vend plus. Ainsi, le problème n'est plus d'être la propriété de l'autre, il n'est plus non plus le souci de conserver et de préserver la propriété de soi dans l'espace confiné du privé ; il est bien la mise en « service ». Non pas « être au service » de, mais « offrir » ses services contre rémunération. Dans un tout autre registre, on connaît le débat sur la prostitution où il n'est plus nécessairement question de vendre son corps, mais plutôt de proposer des « services » sexuels. « La travailleuse du sexe » fait bien évidemment écho à la « travailleuse comme les autres ». Ni la personne ni même le corps ne serait affecté par l'exercice du service. Le service serait désormais délié de l'identité. L'échange, l'échange économique et le jeu de rôles

l'emporterait sur la relation imposée, ou négociée, entre les êtres.

Voilà ! Puisque nous sommes entrés dans l'ère du service, démonétisant la propriété de soi, l'échange s'éloigne de l'identification des corps, corps servi et corps qui sert. Et pourtant, la matérialité de ces corps, pris dans un espace très particulier, espace familial, intimité des besoins, saleté du ménage domestique, subsiste, dans sa radicale interrogation ontologique.

Ainsi, ni la question démocratique ni l'enjeu de la propriété de soi ne peuvent se résoudre simplement par quelques affirmations bienveillantes. On laissera donc ces interrogations ouvertes sur les débats à venir, on acceptera l'expression de la contradiction. Alors vient le temps d'ajouter deux remarques ironiques : le service est un poste d'observation sociale, le service pose une énigme à l'émancipation des femmes.

À partir des lieux où s'exerce cette nouvelle activité, l'emploi de service reste un poste de vigilance. Jadis, au théâtre, le valet et la servante remplissaient une fonction critique. À travers eux, le discours théâtral témoignait souvent de la liberté de pensée. Appartenir à une classe sociale et vivre dans une autre permettait de prendre des risques en donnant une lecture du monde. Où se trouve donc la pensée

critique, aujourd'hui, à partir de cette place remarquable ?

Peut-être vais-je oser dire que ce lieu critique, ce lieu de la critique est toujours aujourd'hui possible. Non plus pour se moquer des maîtres tout en partageant avec eux l'humanité, non plus pour dénoncer les avatars de la bourgeoisie et leur maîtrise exploiteuse d'autrui ; mais pour rendre palpables la complexité de l'égalité des sexes et les difficultés du féminisme. On peut dire que la finalité du féminisme consiste en l'égalité des sexes, doublée de la liberté des femmes. Or le service domestique introduit, au regard de cette finalité, une difficulté pratique : faut-il dissoudre la domesticité, le « service à la personne » dans la destruction d'une société inégalitaire et hiérarchisée, ou faut-il aménager l'ancienne situation de servitude en emploi salarié ordinaire ? Cette question se posait en termes clairs, il y a trente ans : soit on imaginait l'autogestion absolue et il n'y aurait plus de service (si ce n'est collectivisé), soit on pensait aménager syndicalement la situation de service. Révolution ou réformisme, telle était l'alternative. Aujourd'hui le contexte a changé, l'horizon révolutionnaire a disparu. Resterait alors la syndicalisation des pratiques, l'amélioration des conditions de travail ? Seul vaudrait le pragmatisme ? Difficile de penser que la radicalité

subversive n'a plus le moyen d'inventer quelque figure nouvelle.

Je parlais d'énigme de l'émancipation des femmes. Il est bien connu, dans le récit biblique, que, lorsque Judith décapite Holopherne, la servante l'attend dehors et l'aide ensuite à transporter la tête du vaincu ; il est connu aussi que la peintre Artemisia Gentileschi donna une tout autre version de la présentation du crime. Elle associa les deux femmes dans l'acte même du meurtre. Servante et maîtresse, unies dans le crime, et surtout dans l'agir même de la décapitation violente. Unies et non pas socialement séparées dans la destitution du pouvoir masculin. Nous n'avons pas fini de gloser sur ce mélange terrible de solidarité et d'affrontement entre les sexes. Les sexes, si proches, et si séparés.

Je disais, en commençant, qu'il faut rendre au mot service son opacité. Je me permets de finir en disant que le service est à la fois une question et un problème ; une question qui serait celle de l'utopie, utopie du lien entre les corps, entre les personnes, entre les corps des personnes ; et un problème, celui qui énonce le difficile, la difficulté de l'égalité entre ces corps, entre les sexes, entre leurs places sociales.